



plusieurs États, ce qui allège la charge financière de tous les pays participants. Il convient malgré tout de mesurer l'ampleur des ressources qu'impliquerait la réalisation des objectifs visant à doter l'ONU d'une capacité « rentable » de réaction rapide.

Quand on compare entre elles les composantes génériques de la réaction rapide examinées dans le chapitre précédent et les moyens dont l'ONU dispose actuellement, il est évident que l'Organisation souffre de diverses lacunes graves. La structure et le mode de fonctionnement du Secrétariat de l'ONU ont en grande partie été façonnés par l'expérience qu'il a acquise en organisant des opérations « classiques » de maintien de la paix, dont la préparation et la mise sur pied nécessitent d'habitude plusieurs mois. Pendant la guerre froide, on ne pouvait attendre davantage de l'Organisation; les éléments qui l'auraient rendue capable d'agir promptement en cas de crise n'ont jamais été mis en place. La capacité de réaction rapide qu'elle possédait était essentiellement le fait de certains États membres.

Afin de doter l'ONU d'une capacité de réaction rapide, il faut considérer chacune des composantes génériques examinées dans le chapitre III et fournir à l'ONU des éléments équivalents, compte tenu de ses besoins propres. Dans les pages qui suivent, nous cherchons à évaluer, pour chacune des six composantes susmentionnées, à quel point l'ONU est à la hauteur de ce qui est requis.

### L'alerte rapide

L'ONU a accès à des informations tirées de nombreuses sources. Si l'on fait abstraction des médias internationaux et des milieux diplomatiques, qui sont bien représentés au siège de l'ONU à New York, celle-ci dispose d'un réseau mondial de programmes, d'institutions et d'organismes spécialisés, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres encore, dont la plupart ont des bureaux à travers le monde entier. Ce réseau plus ou moins organisé reçoit des informations d'organisations non gouvernementales, dont la majorité est représentée à New York et dont beaucoup le sont aussi dans d'autres pays. Bien qu'au sein de l'ONU, on ait depuis toujours une certaine aversion pour la « recherche de renseignements », certains États membres partagent avec le Secrétariat des informations peu confidentielles ou recueillies auprès de sources non secrètes. L'ONU ne manque pas d'informations, et elle dispose de moyens appropriés pour se renseigner tôt sur les crises menaçant d'éclater.

Le Secrétariat de l'ONU n'est pas doté d'un véritable dispositif d'alerte rapide, mais certains de ses secteurs, notamment le Département des affaires politiques (DAP) et le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), sont équipés d'éléments semblables : mentionnons le Centre d'opérations, le Groupe d'analyse des politiques, le Groupe des plans génériques et le Groupe des plans conceptuels au Service de la planification des missions. En 1993, le Département des affaires humanitaires (DAH) a amorcé un projet de deux ans sur un système d'alerte rapide dans le domaine humanitaire (SARH), système dont le mandat consiste à recueillir des informations en vue de déceler les crises possibles ayant des ramifications humanitaires. À l'origine, des données ont été rassemblées sur cinq pays, mais en 1995, l'analyse portera sur 55

---

**Quand on compare entre elles les composantes génériques de la réaction rapide examinées dans le chapitre précédent et les moyens dont l'ONU dispose actuellement, il est évident que l'Organisation souffre de diverses lacunes graves**

---

---

**L'ONU ne manque pas d'informations, et elle dispose de moyens appropriés pour se renseigner tôt sur les crises menaçant d'éclater**

---